

Etat De La Participation Citoyenne En Vue De La Réalisation Des Objectifs De Développement Durable En Côte D'ivoire

Traoré Hamidou

*Doctorant en action humanitaire et développement durable à la Chaire Unesco
Université Félix Houphouët – Boigny / Abidjan*

N'guessan Kouakou Edouard

*Professeur Titulaire de Botanique et Biologie Végétale
Université Félix Houphouët – Boigny / Abidjan*

RESUME

En prenant part au sommet des Nations Unies en septembre 2015, à New York (USA), la Côte d'Ivoire s'est engagée, au même titre que 192 autres pays, à l'atteinte des 17 objectifs universels, inclusifs et transversaux de DD, pour un monde meilleur, d'ici 2030. A moins de 9 ans de l'échéance, le rythme de réalisation de ces ODD reste encore lent à cause de nombreux obstacles, aussi bien au niveau institutionnel qu'au niveau du peuple. L'implication de ce dernier en tant que partie prenante est difficilement cernable. La présente étude a pour objectif de faire, l'évaluation de la participation citoyenne à la mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire. Pour mener à bien cette étude, une enquête a été réalisée auprès des habitants d'Abidjan et de Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire. Elle visait à faire un état de participation des citoyens à la mise en œuvre des ODD. L'analyse des données révèle que la participation effective des citoyens qui est de 19,04 %, n'est pas suffisante pour garantir l'atteinte des ODD pour le compte de la Côte d'Ivoire, quoi que 93 % des enquêtés estiment être volontaire à cet effet. 68 % des enquêtés ne savent pas définir exactement le concept de DD. 51,26 % n'en savent rien de ses enjeux. 46,44 % sont optimistes quant à la possibilité du pays à atteindre le DD. La mise en relation de ces données permet de confirmer, d'une part, que la participation citoyenne n'est pas encore suffisante pour contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire ; et que d'autre part, cette faible participation est dû à la méconnaissance du DD, par une importante frange de la population dont le taux d'analphabétisme reste encore élevé (56, 10 %).

Mots clés : 17 Objectifs de Développement Durable - Connaissance du Développement Durable - Participation Citoyenne - Côte d'Ivoire.

ABSTRACT

By taking part in the United Nations summit in September 2015, in New York (USA), Côte d'Ivoire, like 192 other countries, committed to achieving the 17 universal, inclusive and transversal objectives of SD, for a better world, by 2030. With less than 9 years from the deadline, the pace of achievement of these SDGs is still slow because of numerous obstacles, both at the institutional level and at the level of the people. The latter's involvement as a stakeholder is difficult to identify. The objective of this study is to assess citizen participation in the implementation of the SDGs in Côte d'Ivoire. To carry out this study, a survey was carried out among the inhabitants of Abidjan and Yamoussoukro, in the Ivory Coast. It aimed to establish a state of citizen participation in the implementation of the SDGs. Analysis of the data reveals that the effective participation of citizens, which is 19.04%, is not sufficient to guarantee the achievement of the SDGs on behalf of Côte d'Ivoire, although 93% of respondents believe to be voluntary for this purpose. 68% of respondents do not know exactly how to define the concept of SD. 51.26% know nothing about its stakes. 46.44% are optimistic about the possibility of the country to achieve SD. The linking of these data makes it possible to confirm, on the one hand, that citizen participation is not yet sufficient to contribute to the achievement of sustainable development objectives in Côte d'Ivoire ; and that on the other hand, this low participation is due to ignorance of SD, by a large segment of the population whose illiteracy rate is still high (56.10%).

Keywords : 17 Sustainable Development Goals - Knowledge of Sustainable Development - Citizen Participation - Côte d'Ivoire.

Date of Submission: 01-01-2022

Date of Acceptance: 12-01-2022

I. INTRODUCTION

« La participation citoyenne est l'exercice et l'expression de la citoyenneté à travers la pratique de la participation publique, de la participation sociale et de la participation électorale. » *Institut du Nouveau Monde, 2019.*

2030 approche à grand pas, avec son enjeu de l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable¹ (17ODD), pour un monde meilleur à tous les êtres vivants. En Côte d'Ivoire, la notion de DD² est présente au cœur de la politique de développement du pays, à travers ses dimensions économiques, sociales et environnementales. Soucieux d'accélérer la réalisation de ces ODD en Côte d'Ivoire, l'Etat a fait des travaux d'alignement des ODD sur le Plan National de Développement (PND), identifié les cibles prioritaires et contextualisé des indicateurs des ODD. Ces priorités, au nombre de 5 sont : « le renforcement de l'inclusivité du processus de développement, l'amélioration du capital humain, l'accélération de la transformation structurelle de l'économie, la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques et aux problèmes environnementaux ainsi que la promotion d'une gouvernance encore plus efficace, transparente et participative. » (Groupe Consultatif PND 2016-2020, (2016), p.8-9).

Cet arrimage PND-ODD traduit, une fois de plus, l'engagement du gouvernement à œuvrer pour l'atteinte des ODD dans tous les secteurs, au delà de l'adoption de cet agenda en 2015 et de l'appel solidaire de tous les partenaires au développement, pour soutenir financièrement et techniquement les projets/programmes de DD. (Groupe Consultatif PND 2016-2020, (2016), p.9).

En dépit de ces efforts, l'atteinte des ODD en Côte d'Ivoire est toujours loin d'être une garantie, 3000 jours à peine avant l'échéance. Selon le plaidoyer pour la réalisation des ODD en Côte d'Ivoire (Groupe Consultatif PND 2016-2020, (2016), p3-5. « Le seuil national de pauvreté reste encore élevé avec un taux de 46,3% en 2015. La faible proportion des femmes aux parlement (9,8% contre une cible de 30% en 2015. Le taux élevé de chômage des femmes³, de 6,6 % contre 5,3 % au plan national. Le taux de mortalité infantile est encore élevée avec 108 décès pour 1000 naissances en 2012... ».

De nombreuses solutions existent notamment, l'approfondissement de l'appropriation du DD au niveau sectoriel et local, l'accroissement des financements en faveur des ODD, l'assurance de la disponibilité des données pour un suivi régulier.

Pour que les nouveaux objectifs soient atteints, chacun doit y mettre du sien : du gouvernement à chacun des êtres humains en passant par le secteur privé et la société civile. Si la mission du gouvernement est de créer les conditions politico-stratégiques afin de faciliter la mise en œuvre du programme 2030, celle des individus est soit de participer, soit d'adopter des comportements n'entravant pas la réalisation de ces ODD. Le rôle si important des citoyens est attesté par André Dumas⁴ (1983) pour qui « ...La transformation d'une société et le développement de son économie dépendent moins de l'élaboration de plans et de projets de développement techniquement corrects que de la capacité des groupes sociaux et des masses populaires à impulser et animer un développement qu'ils ont eux-mêmes défini. »⁵

Si parmi les opportunités de la mise en œuvre des ODD, figure donc l'implication forte des parties prenantes dont les citoyens, cela mérite une interrogation sur la contribution de ceux-ci dans l'atteinte de ces objectifs. Une partie prenante étant considérée comme « tout groupe ou toute personne qui peut affecter la réalisation des objectifs organisationnels ou qui est affectée par la réalisation des objectifs organisationnels » (Freeman & Reed, 1983, p88).

La question de la participation citoyenne à la réalisation des Objectifs de Développement Durable en Côte d'Ivoire situe cette étude au cœur d'une approche théorique essentiellement basée sur l'apport de la théorie des parties prenantes et de celle de la participation dans la mise en œuvre des ODD.

La définition du développement durable en tant que principe d'action mondial nécessite une implication des citoyens, individuelle ou collective. En effet, la notion de participation est inhérente à celle de développement durable puisque celui-ci requiert des changements comportementaux majeurs, la sensibilisation des citoyens et leur participation au processus de décision à travers la démocratie participative. Il n'y a donc pas de développement durable sans participation citoyenne, sans engagement, peut-on dire. Cette forme de

¹ Objectif 1 : Lutter contre la pauvreté - Objectif 2 : Lutte contre la faim - Objectif 3 : Accès à la santé - Objectif 4 : Accès à une éducation de qualité - Objectif 5 : Égalité entre les sexes - Objectif 6 : Accès à l'eau salubre et à l'assainissement - Objectif 7 : Recours aux énergies renouvelables - Objectif 8 : Accès à des emplois décents - Objectif 9 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation - Objectif 10 : Réduction des inégalités - Objectif 11 : Villes et communautés durables - Objectif 12 : Consommation et production responsables - Objectif 13 : Lutte contre le changement climatique - Objectif 14 : Vie aquatique - Objectif 15 : Vie terrestre - Objectif 16 : Justice et paix - Objectif 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

² « Un développement permettant de répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, et tenant compte des dimensions environnementale, sociale et économique dans une perspective d'équité. » - Le Rapport de la Commission Brundtland intitulé « Notre avenir à tous » publié en 1987, sous l'égide de l'ONU.

³ Enquête emploi 2013.

⁴ Directeur de L'uer de Sciences économiques, Université de Montpellier I. Revue Tiers Monde, t. XXIV, n° 95, Juillet-Septembre 1983

⁵ Dumas André. Participation et projets de développement. In: Tiers-Monde, tome 24, n°95, 1983. pp. 513-536; doi : <https://doi.org/10.3406/tiers.1983.4306>

démocratie ; dont l'objectif est une « bonne gouvernance », transparente, responsable et participative ; entraîne la participation des citoyens et de la société civile organisée sur une question, à travers différents dispositifs de participation plus ou moins formels. La participation citoyenne est caractérisée par la diversité de ses formes, des acteurs, des échelons territoriaux, ou encore des degrés de participation. Il existe deux dynamiques principales qui caractérisent la participation selon son origine : soit celle-ci a pour origine une initiative citoyenne, on parle alors de forme « ascendante » ou de « bottom up », soit la participation a pour origine une initiative des autorités publiques, on parle alors de forme « descendante » ou de « top down ».

La participation citoyenne est un principe de développement durable. Elle peut prendre **La forme descendante** ou de « **top down** comprenant *l'accès au savoir, l'accès à l'information et la participation, la participation et l'engagement*. Elle peut aussi prendre **La forme ascendante** ou « **bottom up** » avec *Le bénévolat, Le volontariat, Philanthropie, Réalisation de tâches professionnelles et domestiques*

Selon l'Institut du Nouveau Monde, (2019), la participation citoyenne (un concept qui englobe la participation publique, la participation sociale et la participation électorale) est un principe clé de développement durable, reconnue essentiel par de nombreux traités et organisations internationaux. C'est l'action d'un individu de s'engager auprès de ces concitoyens dans la poursuite d'un objectif commun, l'objectif de développement durable.

Selon le 5e principe de la Loi québécoise sur le développement durable, BOURQUE, Denis, (2011), « *la participation et l'engagement des citoyens et des groupes qui les représentent sont nécessaires pour définir une vision concertée du développement et assurer sa durabilité sur les plans environnemental, social et économique* ».

La participation citoyenne est un outil de sensibilisation et d'engagement des citoyens au développement durable de leur pays. En Côte d'Ivoire, la loi n° 2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable, dans ses principes généraux, prévoit clairement la participation citoyenne dans la mise en œuvre du DD. Selon cette loi d'orientation sur le développement durable, la participation citoyenne s'inscrit dans les principes généraux de mise en œuvre du développement durable dont « *le principe d'accès au savoir, le principe d'équité et de solidarité sociales, le principe d'efficacité économique, le principe d'information et de participation, le principe d'internalisation des coûts, le principe de non-régression ou progressivité, le principe de partage juste et équitable des bénéfices, le principe de partenariat et de coopération intergouvernementaux, le principe de participation et d'engagement, le principe pollueur-payeur, le principe de précaution, le principe de préservation de l'environnement, le principe de prévention, le principe de production et de consommation responsables, le principe de protection du patrimoine culturel, le principe de la redevabilité, le principe du respect de la capacité de support des écosystèmes, le principe de santé et de qualité de vie et le principe de subsidiarité* ».

Quel est l'état de la participation citoyenne à la réalisation des ODD en Côte d'Ivoire ?

Ce travail a pour objectif de faire l'état de la participation des citoyens à la mise en œuvre des ODD. Spécifiquement, il vise d'une part à déterminer la volonté, le niveau réel et le mode de participation citoyenne ; et d'autres part à indiquer les obstacles à la participation.

L'hypothèse de recherche stipule que la participation citoyenne n'est pas assez forte pour favoriser l'atteinte des ODD, et que cela pourrait s'expliquer par des obstacles liés au pessimisme et à la méconnaissance du concept.

L'utilisation de la démarche expérimentale dans le cadre de notre étude consiste pour nous à faire ressortir les liens de cause à effet entre la variable indépendante (participation citoyenne à la mise en œuvre des ODD) et une variable dépendante (l'atteinte des ODD en Côte d'Ivoire).

De ce qui précède, cette étude, guidée par une méthodologie, présente des résultats suivis de discussion.

II. MATERIEL ET METHODES

Présentation de la zone d'étude

La présente étude a été réalisée en Côte d'Ivoire. Pays de l'Afrique de l'Ouest qui partage les mêmes frontières avec le Mali et le Burkina au nord, le Ghana à l'est, le Libéria et la Guinée à l'ouest, et limité au sud par l'océan atlantique, elle s'étend sur une superficie de 322 463 km² et compte 22.671.331 habitants selon l'Institut National de la Statistique (INS), en 2014.

Collecte des données et échantillonnage

Pour appréhender la participation des citoyens à la mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire, une étude documentaire est dans un premier temps menée en vue de comprendre le processus de la mise en œuvre des ODD ; cerner son évolution et connaître les acteurs. Des documents stratégiques et d'orientation concernant le PND 2016 -2020 et les programmes de DD, ainsi que quelques rapports du Ministère de l'environnement et du développement durable ont aussi été consultés. Dans un second temps, un questionnaire a été soumis individuellement aux habitants des villes d'Abidjan et de Yamoussoukro. A partir de leur propre opinion, l'enquête visait d'abord, à mesurer la volonté de participation citoyenne, quantifier les participants et établir

leur profil, ensuite, identifier les activités participation les plus fréquentes et enfin déterminer les obstacles majeurs.

Le choix des villes d'Abidjan et de Yamoussoukro se justifie par leur importance institutionnelle, représentant respectivement pour le pays, les capitales économique et politique. La ville d'Abidjan, située au sud du pays et très urbanisée compte 4 395 243 habitants, soit environ 15 fois celle de Yamoussoukro, au centre, avec ses 310 056 habitants, selon de RGPH 2014. Leurs populations sont urbaines avec une probabilité plus élevée d'avoir au moins une idée du DD. Un autre critère de choix étant de choisir des centres urbains à fort taux d'alphabétisation dont les taux sont de 69,3 % pour le District Abidjan et 63,7 % pour District Yamoussoukro, selon les données RGPH 2014. En plus, leur dynamisme est favorable à l'émergence et à la circulation de nouveaux modes de pensée et styles de vie.

L'échantillonnage probabiliste est le mieux indiqué pour notre étude compte tenu de notre sujet et de la contrainte de temps. Nous avons ainsi adopté la méthode des unités types ou choix raisonné (Berthier, 2002 ; Gauthier, 1997), utilisée dans le cadre des échantillons non représentatifs, consistant à sélectionner pour constituer l'échantillon, des individus moyens qui présentent globalement les caractéristiques des éléments de la population de référence. Cela, dans le but de toucher de préférence les publics qui savent ce que c'est que le développement durable et qui s'intéressent à ses sujets ou qui sont engagés dans la réalisation des ODD.

Ciblant un échantillon de 500 personnes à enquêter, correspondant à 0,0022 % de la population totale de la Côte d'Ivoire et 0,010 % de la population cumulée d'Abidjan et de Yamoussoukro (4.705.299 habitants), ce sont finalement 491 feuilles de questionnaire d'opinions qui nous ont été retournées. Lors du traitement des données, 13 d'entre elles n'ont pas été prises en compte, car incomplètes ou inexploitables. Cela nous a conduits à recadrer l'échantillon à 478 personnes enquêtées. Les personnes enquêtées de sexes, âges et niveaux d'instructions différents ont été aléatoirement appréhendées dans les rues, à leurs domiciles, dans des établissements ou aux abords. Les questions étaient majoritairement fermées et certaines ouvertes. L'enquête, à la fois quantitative et qualitative, s'est étendue sur plusieurs mois, d'Avril 2016 à Février 2017.

Traitement et analyse des données

Le traitement des données s'est fait, à la fois manuellement et par des méthodes de la statistique descriptive à l'aide du logiciel Excel de Microsoft d'office 2016. Les réponses quantifiables identiques sont rangées en fonction des variables en termes d'effectifs et de pourcentages. Les données ont été exploitées dans des tableaux à double entrées sur Excel, qui a permis de sortir des histogrammes. Pour l'analyse, des intervalles de pourcentages permettent de déterminer la significativité de la variable étudiée. Ainsi, le qualitatif faible sera utilisé pour les pourcentages de 0 à 40 %, le qualitatif moyen pour les intervalles 40 à 59 et le qualitatif élevé pour les pourcentages situés entre 60 et 100 %.

III. RÉSULTATS DE LA RECHERCHE ET DISCUSSION

3.1. Processus et engagement des acteurs dans la mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire

Le processus de mise en œuvre des 17 Objectifs de Développement Durable en Côte d'Ivoire obéit à une feuille de route comprenant six étapes, qui est la déclinaison au niveau national de l'agenda international sur le DD. La figure 1 ci-dessous est un panorama général qui sert de guide pour les pays dont la Côte d'Ivoire, dans la mise en œuvre des ODD.

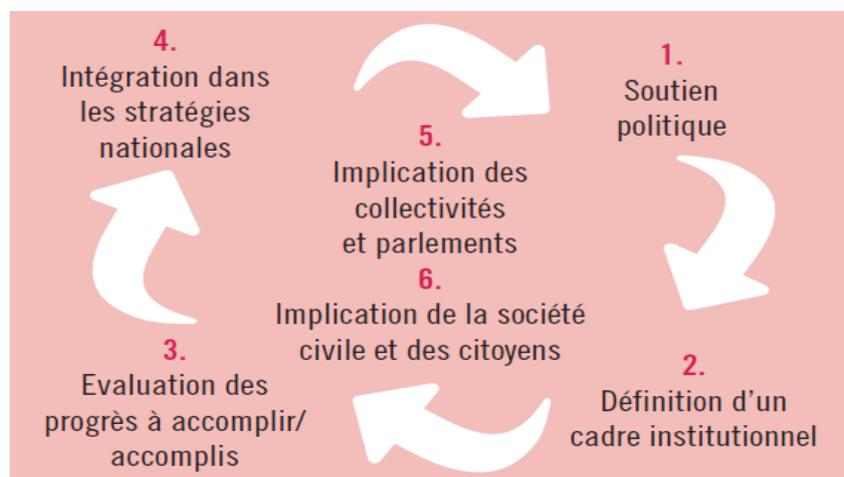


Figure 1 : Schéma du processus de mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire. (Présentation de Laura Brimont, Chercheuse à l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI), MOOC ODD, septembre 2018)

L'engagement de la Côte d'Ivoire au processus de DD est perceptible à travers le soutien politique (1), la définition d'un cadre institutionnel (2), l'évaluation des progrès accomplis (3), l'intégration dans les stratégies nationales (4). Le pays s'est emparée assez rapidement de l'agenda 2030 puisqu'elle l'a aussi adoptée en septembre 2015. Dès l'année 2016, elle a proposé un Plan National de Développement qui couvre la période 2016-2020, à la suite de la prise d'un décret instituant une loi d'orientation sur le DD datant de 2014. Elle s'est dotée également d'une Commission Nationale de Développement Durable (CNDD) chargée d'installer dans chaque ministère, direction, organisation et dans la société civile, des comités de DD (CDD). La tenue successive des journées interministérielles d'opérationnalisation du DD dédiées aux services de l'État et celles des assises ivoiriennes du DD dans le secteur privé en septembre 2015 sont également des actes forts de l'état de l'engagement du pays pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable en attendant la mise à disposition de tous, des feuilles de routes claires, précises, ciblées, émanant de chaque ODD et issu de l'arrimage entre le PND et les ODD. Malgré des changements périodiques de gouvernements, la volonté de la Côte d'Ivoire d'exécuter l'Agenda 2030, de s'engager à l'atteinte d'un certain nombre de cibles demeure intacte. Sous la coordination du Ministère du Plan et du Développement, le PND 2016-2020 a pris en compte l'ensemble des 17 ODD dans ses cinq axes. Pour leur mise en œuvre, le Gouvernement travaille en synergie avec les autres parties prenantes, à savoir le Parlement, le Conseil Économique, Social et environnemental, les collectivités territoriales, le secteur privé et la société civile. Il bénéficie de l'appui des Partenaires au Développement, notamment des Agences des Nations Unies.

Pour mieux appréhender les rôles et l'implication des acteurs dans le processus de DD en Côte d'Ivoire, le schéma ci-dessous présente les organes en charge de sa mise en œuvre.



Figure 2 : Organes en charge de la mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire et leurs attributions
(TRAORE, Septembre 2017)

Même si le DD est l'affaire du ministère de l'environnement et du développement durable, la réalisation du DD en Côte d'Ivoire dépend aussi techniquement du ministère du plan et du développement. Tout ceci confirme l'engagement gouvernemental, dans la mise en œuvre des ODD. Les rôles de la société civile et des citoyens, clairement définis ci-dessus, sont difficilement perceptibles en Côte d'Ivoire. Pour cerner l'implication des citoyens et de la société civile, qui concerne cette étude, une enquête est menée auprès d'un échantillon de population dont les caractéristiques sont ci-dessous.

3.2. Caractéristiques des enquêtés

Sur 500 personnes visées dans la population en général, 478 ont effectivement répondu au questionnaire d'opinion. Le tableau suivant les caractérise.

Tableau I : Caractéristiques socio-professionnelles des répondants

Variabiles explicatives	Fréquence	Pourcentage (%)
Sexe		
Homme	341	71%
Femme	137	29%
Total	478	100%
Classes d'âges		
≤ à 24 ans	210	44%
De 25 ans à 49 ans	254	53%
≥ à 50 ans	14	3%
Total	478	100%
Niveau d'étude		
Primaire	38	8%
Secondaire	163	34%
Supérieur	277	58%
Total	478	100%
Situation socio-professionnelle		
Travailleur cadre	57	12%
Travailleur agent d'exécution	81	17%
Sans emplois et chômeurs	134	28%
Élèves ou Étudiant	206	43%
Total	478	100%

Source : Enquête / TRAORE – Juillet – Août - Septembre 2017

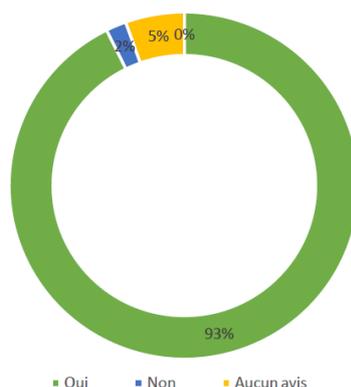
La population enquêtée est composée de 71% d'hommes et 29% de femmes. Répartis par classes d'âges, 44% ont au plus 24 ans, 53% ont des âges compris entre 25 et 49 ans, 3% sont âgés de 50 ans et plus. Quant à leur niveau d'étude, 8% affirment avoir un niveau d'étude primaire, 34% ont un niveau secondaire et 58% ont accédés à des études supérieures. En ce qui concerne la situation socio-professionnelle de ces enquêtés, 12% sont des travailleurs cadres, 17% sont des travailleurs-agents d'exécution, 28% sont sans emplois ou chômeurs et 43% sont élèves (au secondaire) ou étudiants.

L'échantillon est composé de personnes alphabétisées uniquement. Cela a été fait à dessein, dans la mesure où les analphabètes sont presque tous étrangers au concept de développement durable. Il renferme les deux sexes même si la proportion des femmes enquêtées reste faible (29 %). Cela s'explique par le fort taux de femmes analphabètes dans la société ivoirienne ; 63,2 % contre 49,3 % pour les hommes au niveau nationale, selon RGPH 2014. Toutes les tranches d'âges sont représentées et cela cadre avec le caractère intergénérationnel du concept de l'étude, le développement durable.

3.3. État de la participation citoyenne à la réalisation des ODD en Côte d'Ivoire

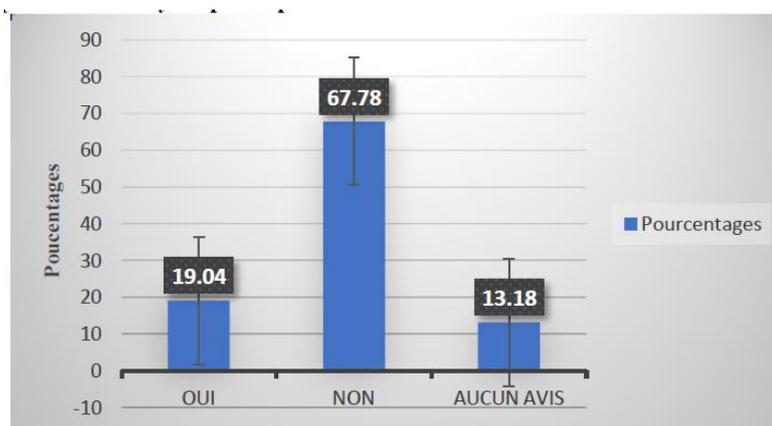
3.3.1. Volonté de participation citoyenne au DD en Côte d'Ivoire

Graphique 1 : Volonté de participation citoyenne AU DD (Enquête / TRAORE - Novembre 2016 à Juillet 2017)



Le graphique ci-dessus montre l'ampleur de la volonté des enquêtés à s'investir dans la mise en œuvre du DD, d'accepter les projets de DD et d'y prendre part. La volonté des citoyens à participer au développement durable est réelle en Côte d'Ivoire comme l'atteste le résultat ci-dessus de notre enquête. 93 % le manifeste contre 2 % qui ne souhaitent participer et 5 % d'indécis. Les chiffres expriment qu'il existe en Côte d'Ivoire, une réelle volonté des uns et des autres, à accepter et à participer au DD. Autrement, les citoyens sont disposés à participer au DD, surtout, au niveau de sa mise en œuvre. Cela est à l'avantage de la réalisation des ODD, des initiatives en faveur de la transformation des consciences vers l'adoption de comportements favorables à la mise en œuvre du DD

3.3.2. Proportion des citoyens participants au DD



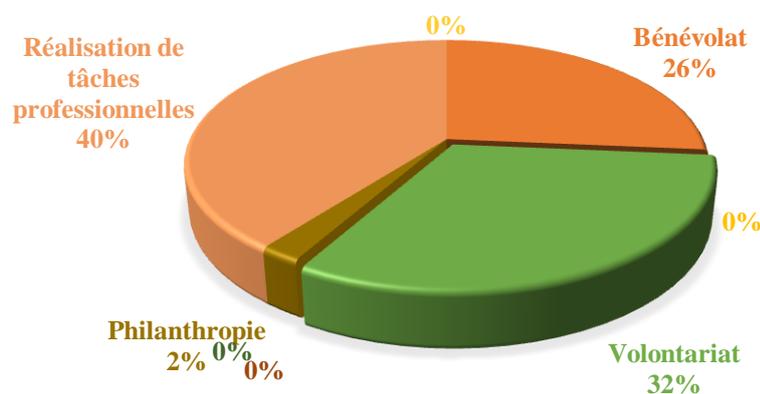
Graphique 2 : Avis des habitants sur leur participation effective au DD (Enquête / TRAORE - Novembre 2016 à Juillet 2017)

La participation citoyenne au DD n'est pas aussi visible en Côte d'Ivoire au vu de certains agissements de la population. Cette observation se confirme dans l'opinion des enquêtés eux-mêmes, selon les données suivantes. De l'enquête d'opinion sur l'échantillon de 478 sujets, seulement 19,04 % affirment participer au DD peu importe la manière. 67,78 % ne participent pas au DD. 13,18 % ne donnent aucun avis.

Peu importe le type de participation, le sentiment d'obligation envers la communauté et la prise de conscience des enjeux de DD sont les facteurs qui guident l'implication des citoyens au DD.

L'enquête a poussé plus loin pour savoir comment les 19,04 % des enquêtés participent au DD en termes de formes de participation mais aussi en termes d'actions concrètes. Les résultats sont les suivants.

3.3.3. Formes de participation citoyenne au DD observées



Graphique 3 : Formes de participation citoyenne au DD (Enquête / TRAORE - Novembre 2016 à Juillet 2017)

Les 91 personnes qui estiment participer au DD ne la font pas de la même forme. Ainsi, 26,37 % disent participer au DD par bénévolat contre 31,87 % estiment le faire par volontariat. Seulement une poignée, soit 2,20 % agissent en philanthropes. La forme de participation au DD en Côte d'Ivoire la plus visible selon la plupart des enquêtés (39,56 %) est liée à la réalisation des tâches professionnelles. Elle est de type « bottom up », à l'initiative donc du citoyen lui-même. Il faut signaler que les comportements et actions professionnelles,

domestiques et relationnelles communautaires du quotidien s'inscrivent dans les déterminants du DD et par conséquent, contribuent à l'atteinte des ODD s'ils sont exécutés convenablement.

Comment se manifeste concrètement cette participation citoyenne qui peut se faire soit par volontariat, soit par bénévolat, soit par philanthropie, soit par exemplarité professionnel ? Notre enquête s'est intéressée à cette question pour cerner les actions de participation concrètes des populations. **Qu'est-ce qui vous fait dire que vous participez au DD ?** Les actes de participation indiqués par cette poignée de volontaire ci-dessus sont les suivants :

3.3.4. Actions de participation citoyenne au DD en Côte d'Ivoire

Tableau II : Fréquences des actions de participation citoyenne au DD en Côte d'Ivoire

<i>Qu'est-ce qui vous fait dire que vous participez au DD ?</i>		<i>Fréquence</i>
1	Je parle régulièrement du DD dans mon entourage	++
2	J'enseigne le DD	+
3	Je ne nuis pas à l'environnement et je prends soin de mon cadre de vie	+++++
4	Je ne gaspille pas les ressources alimentaires, hydriques et énergétiques	+++++
5	Je milite dans des associations de promotion du DD	+
6	Je milite dans des associations de lutte contre le déséquilibre environnemental, économique et social.	+
7	Je gère bien mes déchets ménagers	+++++
8	Je respecte les lois du pays ainsi que les droits des autres	+++++
9	J'accomplis mes devoirs	+++++
10	Mon entreprise m'impose des règles de DD que je respecte	+
11	Je suis sensible à tout ce qui est rapport avec le DD et je m'investi	+++
12	Je donne argent, compétences, temps...au nom du DD	+

Source : Enquête / TRAORE - Novembre 2016 à Juillet 2017

+++++ Actions très fréquentes

++++ Actions fréquentes

+++ Actions plus ou moins fréquentes

++ Actions peu fréquentes

+ Actions très peu fréquentes

Selon le tableau ci-dessus, les actions de participation citoyenne au DD en Côte d'Ivoire se résument à un certain nombre de comportements ordinaires quotidiens des uns et des autres comme indiqué. Cela soulève une fois encore le problème de connaissance du DD et de ses enjeux par les populations car les actions de participation les plus fréquentes que nos enquêtés indiquent ci-haut ne sont pas plus qu'ordinaire et pratiqué par tous et depuis bien longtemps maintenant, notamment l'entretien du cadre de vie, l'accomplissement des devoirs citoyens, le respect de lois et règles...

La participation suppose, la bonne connaissance de la problématique de DD par les populations, mais surtout l'implication de celles-ci par le développement et la mise en œuvre de projets épousant les ODD. Mais de nombreux obstacles subsistent.

3.4. Les obstacles à la participation citoyenne en vue de la mise en œuvre du DD

3.4.1. Pessimisme des populations sur la possibilité de la Côte d'Ivoire d'atteindre le DD.

Les enquêtés se sont aussi prononcés sur la possibilité de la Côte d'Ivoire d'atteindre le DD peu importe l'horizon. Ils ont répondu à la question suivante : « **Est-il possible pour la Côte d'Ivoire réaliser ses ODD et d'atteindre le DD ?** » Les opinions sont diverses et se distinguent en trois catégories de visions selon les résultats : La vision des optimistes, la vision des pessimistes et la vision des sans parti pris ou neutre. Le tableau suivant présente les proportions d'opinion pour chacune des visions avec des observations à l'appui.

Tableau III : Visions divergentes des populations sur la réalité de la C.I. d'atteindre le DD

Visions	Effectifs	%	Observations
Les optimistes	222	46,44	Les plus nombreux : ils fondent beaucoup d'espoirs quant à l'atteinte des objectifs de DD

Les pessimistes	191	39,96	Leur proportion est aussi très importante avoisinant celle des optimistes : Pour eux, la Côte d'Ivoire ne pourra jamais atteindre les ODD. Certains soutiennent au contraire que le pays s'en éloigne au fil des ans.
Les non-alignés ou neutres	65	13,60	Avec une faible proportion, il s'agit des opinions qui ne sont ni optimistes, ni pessimistes. Elles ne savent pas où se situer.
Total	478	100	Ensemble des personnes ayant donné leur avis sur les possibilités de la Côte d'Ivoire d'atteindre le DD

Source : Enquête / TRAORE – Novembre 2016 - Juillet 2017

46,44% des populations sont optimistes quant à la possibilité de la Côte d'Ivoire d'atteindre les ODD à l'horizon 2030. Plus nombreux, ils fondent beaucoup d'espoirs quant à l'atteinte des de ces objectifs. 39,96% sont pessimistes. 13,60% sont neutres n'ayant pas fait de choix.

3.4.2. Connaissance du concept de DD et de ses enjeux par les citoyens

Tableau IV : Connaissances du DD et ses enjeux par la population

Rubrique	Thèmes	Effectif	%	Rubrique	Thèmes	Effectif	%
Connaissance du DD et ses enjeux par les populations	« Les personnes sachant définir le DD »	153	32	Connaissance du DD et ses enjeux par les populations	« Les personnes connaissant au moins deux enjeux du DD »	233	48,74
	« Les personnes ne sachant pas définir le DD »	325	68		« Les personnes ne connaissant pas les enjeux du DD »	245	51,26
	Total	478	100		Total	478	100

Source : Enquête / TRAORE - Novembre 2016 à Juillet 2017

Sur les 478 individus enquêtés, 325 personnes (soit 68 %) ne savent pas définir le DD ou ont une idée très vague du concept. Une petite masse de 153 autres personnes (soit 32 %) savent le définir plus ou moins correctement. Dans cette même rubrique, 51,26 % (soit 245 personnes) de l'effectif total des enquêtés ne savent pas reconnaître les enjeux du DD contre 48,74 % (soit 233 personnes) sachant le faire (Tableau III). En considérant ces statistiques, l'on retient globalement qu'une proportion élevée de personnes interrogés méconnaissent le DD et ses enjeux ou ont des connaissances très vagues du concept, à côté d'une frange ayant des idées plus ou moins précises à propos. Si on s'en tient au fait que notre échantillon est quasiment constitué d'alphabètes, ce n'est pas exagéré d'affirmer que le concept de DD n'est pas encore diffus dans les corps sociaux en Côte d'Ivoire.

IV. DISCUSSION DES RESULTATS

La volonté de participation au DD en Côte d'Ivoire existe tant au niveau gouvernemental qu'au niveau des citoyens.

Engagement gouvernemental pour le développement durable de la Côte d'Ivoire

On ne peut parler de DD sans évoquer la participation dans la mesure ou la détermination des 17 ODD s'est effectuée après un processus de consultations hautement participatif et inclusif. Pour atteindre le DD avec à la clé un monde meilleur, « il faut embarquer avec tout le monde ne laisser personne de côté ».

L'engagement du pays ne fait aucun doute à ce jour. Plusieurs actions au sommet de l'Etat dans le cadre institutionnel prouvent que celui-ci est engagé et a la volonté de faire participer les citoyens au DD. L'arrimage PND/ODD, la sensibilisation de la société civile, l'incitation du groupement des entreprises en sont des exemples, ...L'engagement de l'Etat est une réalité, mais pas entièrement suffisant pour mener le projet de DD. Il faut d'autres acteurs dans la mesure ou *les politiques publiques ne doivent plus être l'apanage des seuls Etats, mais doivent associer les différents groupes sociaux et toutes les parties prenantes* (Dahou et Weigel, 2005).

« Afin de renforcer l'implication et la participation nationale à l'atteinte des ODD, la Côte d'Ivoire s'est résolument engagée dans le processus d'appropriation nationale desdits Objectifs de Développement Durable par la population⁶. (Rapport National Volontaire sur les ODD, 2019).

L'adoption de rapports sur la mise en œuvre des ODD dont le récent rapport volontaire d'examen national de la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire du ministère du plan et du développement, de juin 2019, traduisent également l'engagement effectif du gouvernement.

Cette interprétation semble corroborée par bon nombre d'analyses critiques récentes des processus de participation et d'engagement du citoyen dans le processus de DD. Le Rapport National Volontaire sur les ODD (2019), souligne qu'il a été initié un dialogue participatif et inclusif entre le Gouvernement, le secteur privé et la société civile afin de partager les expériences et de renforcer l'intégration des ODD dans la planification des politiques publiques pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens. A l'issue des consultations menées par la société civile, les constats suivants ont été relevés : (i) faible connaissance des ODD, des mécanismes liés à leur mise en œuvre, des priorités nationales et des indicateurs pour la mise en œuvre des ODD par les Organisation de la Société Civile; 42% d'entre elles jugent comme moyen le niveau de progrès de réalisation des ODD par les Organisation de la Société Civile ; 60% jugent moyen le niveau de leur inclusion et 50% estiment moyen le niveau de leur participation au processus du Rapport National Volontaire sur les ODD. La société civile a insisté sur le message clé suivant : « La manche est dans la cognée, la cognée est dans la manche », autrement dit, « l'interdépendance et la coresponsabilité de l'État et des parties prenantes est le gage des progrès dans la mise en œuvre des ODD ». (RNV, 2019).

Faible participation citoyenne à la mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire

Les rôles des parties prenantes y compris les citoyens sont définis et connus en Côte d'Ivoire. La participation citoyenne, en tant que principe de DD est indispensable à l'atteinte des 17 ODD. « *Quels que soient le nombre, la qualité et la pertinence des programmes de développement durable échafaudés, ainsi que quels que soient les textes réglementaires et lois qui les accompagnent, leur réussite reste fondamentalement tributaire de la mobilisation effective et responsable des citoyens* ». Guerchouh, M. et Si-Mohammed, D. (2020).

Cette mobilisation citoyenne indispensable n'est pas encore forte en Côte d'Ivoire. Cela se justifie par la faiblesse de la participation citoyenne qui est de 19,04 %. Cette faible participation est en contradiction avec la forte volonté exprimée des citoyens à participer au DD (93%).

La forte volonté de participation chez les citoyens pourrait s'expliquer par une certaine prise de conscience de leur utilité, à la fois en tant que partie prenante et de bénéficiaire des projets/programmes de développement. L'alphabétisme des enquêtés avec des niveaux d'études élevés (58% pour le supérieur et 34 % pour le secondaire) pourrait en être aussi une explication. La volonté seule ne suffisant pas pour contribuer au DD, il faut plus la participation citoyenne forte. Malheureusement, celle-ci n'est pas forte.

Selon l'enquête, les formes de participation citoyenne (*par la réalisation de tâches professionnelles, par volontariat, par bénévolat ou philanthropie*) au DD, ouvertement exprimée ici prouve que celle-ci est volontaire et est initiée par les citoyens eux-mêmes, suivant un schéma « ascendant », ou de « bottom up ». (Guerchouh, M. et Si-Mohammed, D., 2020).

Cette participation volontaire se limite à des actes plus ou moins ordinaire de la vie quotidienne comme le respect des lois, l'accomplissement des devoirs, la lutte contre le gaspillage, la gestion des déchets et du cadre de vie.

Les degrés de participation sont donc pour la plupart sous-estimés, ressemblant à des actes sans importances, des pratiques habituelles. Cette remarque rejoint l'étude des expériences de participation populaire aux projets de développement d'après André Dumas⁷ (1983), montrant que cette dernière est toujours relativement limitée, quand elle n'est pas réduite à son expression la plus caricaturale de fourniture de main-d'œuvre.

Ce constat prouve que les initiatives descendant ou de type « top down, venant du gouvernement sont rares ou ne prennent pas véritablement en compte les citoyens. Assurément, c'est une raison de cette faible participation citoyenne observée.

Les preuves de participation citoyenne à la mise en œuvre des ODD ne sont pas encore assez fortes pour l'atteinte des 17 ODD, à l'horizon 2030 (Tableau II). En d'autres termes, **la participation citoyenne n'est pas encore suffisante pour contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire, d'ici 2030**, parce que, visiblement, le concept de DD n'est pas encore ancré dans la société ivoirienne pour la transformer.

La principale raison de cette faiblesse de l'implication individuelle et collective s'explique d'une part par la sous éducation/information des habitants au DD et cela rejoint l'un des résultats de l'étude de Guerchouh,

⁶ Rapport National Volontaire sur les ODD - Année 2019, p6.

⁷ Directeur de l'UFR de Sciences économiques, Université de Montpellier I. Revue Tiers Monde, t. XXIV, n° 95, Juillet-Septembre 1983

M. et Si-Mohammed, D. (2020), selon laquelle : « Il y a un manque d'engagement d'une grande partie des citoyens dans les questions liées au développement durable, notamment à la problématique écologique, et ce à cause du manque d'information et de méconnaissance des associations et organismes nationaux et leur fonctionnement »⁸. Les résultats concernant la connaissance du DD par les habitants en Côte d'Ivoire (Tableau IV) corroborent ceux de ces auteurs. Une large frange de la population méconnaît encore le DD et ses enjeux (68% selon l'enquête).

Les habitants portent peu de l'intérêt au DD dans la mesure où 51,26 % n'en savent rien de ses enjeux (Tableau IV). Ce désintérêt pourrait aussi s'expliquer par le manque de motivation chez les citoyens comme le souligne D. Miller (1979) qui montrent que lorsque les intéressés sont suffisamment motivés (besoin ressenti, traditions communautaires, consultation des intéressés) leur participation effective devient importante et que les projets réalisés fonctionnent d'autant mieux que la participation des intéressés y est plus forte.⁹

En plus, dans un pays en développement comme la Côte d'Ivoire où la lutte pour la survie demeure l'une des priorités absolues des citoyens, la question de la participation au DD, rencontre sûrement peu d'adhésion. « Et tant que les acteurs sont toujours préoccupés par des problèmes anciens et qui ne sont pas résolus jusqu'à présent (santé, éducation, emploi, etc.), les questions liées au développement durable et de la gouvernance environnementale peuvent attendre » Guerchouh, M. et Si-Mohammed, D. (2020).

Une grande partie du public est assez peu intéressé par les questions de DD en Côte d'Ivoire. La poignée qui s'y intéresse a une connaissance très vague et reste encore sceptique sur la réalité du DD. Pour Frontel, N. (France Inter, 2016), « Quand la population s'inquiète de trouver un travail, de se nourrir ou de se chauffer correctement, les questions de DD comme le climat n'est pas une priorité ». D'autres ne se sentent pas encore concernés par le concept, car préoccupés par les problèmes plus pressants de pauvreté.

Pessimisme populaire vis-à-vis du DD

Les opinions diverses sur les possibilités de la Côte d'Ivoire d'atteindre les objectifs de développement durable pose la problématique du DD comme étant un mythe ou une réalité. A ce propos, trois scénarios possibles peuvent découler de toute projection prospective en termes de DD. Il s'agit de :

- ◆ La régression par rapport aux acquis actuels : le pays s'éloigne des ODD
- ◆ La stagnation par rapport à l'atteinte des ODD parsemée d'embûches : lutte continue et progrès considérables mais pas assez pour qualifier le pays d'exemple de DD
- ◆ Progrès suffisamment considérables : atteinte de tous ou presque tous les objectifs de DD. Le pays se positionne comme exemple de DD dans la sous-région et le monde.

Si on s'en tient aux bilans des réalisations des ODD, la situation actuelle est intermédiaire, c'est-à-dire située entre le scénario de la stagnation et de la réalisation pleine des ODD.

Le pessimisme quant à la capacité de la Côte d'Ivoire à atteindre les 17 ODD est plus grand chez les citoyens. Beaucoup n'y croient pas et les indifférents sont en proportion non négligeable (Tableau III).

Ces visions des enquêtés de la Côte d'Ivoire rejoignent les postures d'une grande masse de populations à travers le monde. Selon Caron, P.¹⁰ (2018), les gens adoptent trois postures souvent distinctes vis-à-vis des ODD. Pour certains, les ODD sont inatteignables. Pour eux, le monde entier n'y arrivera jamais. Il faut laisser tomber car c'est un programme truffé de contradictions. Pour d'autres, il n'y a rien de nouveau. C'est du déjà vu ce genre d'agenda et on en verra d'autres disent-ils. Pour eux, il faut simplement observer, faire le dos rond, attendre que ça passe, attendre un autre sommet, un autre accord. Pour un troisième groupe, la posture vise à dire oui, il est possible d'atteindre les ODD. Pour ce groupe, il faut tout mettre en œuvre pour poursuivre ce cadre de changement même si cela va être difficile, compliqué car le monde entier s'est mis d'accord pour cela.

On peut aussi dire que **la faible participation citoyenne à la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire est due aux pessimismes et à la méconnaissance du concept de DD par les masses citoyennes.**

V. CONCLUSION

Cette étude révèle que la participation effective des citoyens à la mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire est assez faible (seulement 19,04 %) pour permettre l'atteinte des ODD, pour le compte de la Côte d'Ivoire, quoi que le taux de volontaires soit élevé, de 93 %. La participation citoyenne est donc rare selon l'avis même des habitants en Côte d'Ivoire parce qu'aussi, l'engagement des pouvoirs publics, à faire participer les citoyens, selon le schéma du « top down », n'est pas fort. Les raisons précises de cette participation non massive sont d'une part la sous-éducation populaire des populations au DD et d'autre part, leur pessimisme vis-à-vis des possibilités du pays à l'atteinte de ces ODD. Une bonne frange d'habitants méconnaît encore le concept de

⁸ Guerchouh, M. et Si-Mohammed, D., 2020. *Développement durable et gouvernance environnementale : la place de la participation citoyenne*. Revue Algérienne d'Économie et gestion Vol. 14, N° : 02 (2020).

⁹ D. Miller, La participation de la population aux systèmes d'approvisionnement d'eau en milieu rural, ocd, 1979.

¹⁰ Patrick Caron, chercheur au CIRAD, 2018.

DD (68 % des enquêtés ne savent pas définir exactement le concept de DD. 51,26 % n'en savent rien de ses enjeux). La méconnaissance du DD par les populations ainsi que leurs pessimismes quant à la réalisation des ODD constituent des verrous ou freins majeurs, à la participation des citoyens à la mise en œuvre des ODD. Pourtant, il ne faut laisser personne de côté dans la mesure ou la préservation de la planète ne saurait se faire au détriment d'une partie de la population.

REFERENCES

- [1]. Dumas, A. (1983), *Participation et projets de développement*. In: Tiers-Monde, tome 24, n°95, pp. 513-536; doi : <https://doi.org/10.3406/tiers.1983.4306> https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1983_num_24_95_430
- [2]. Miller, D. (1979). *La participation de la population aux systèmes d'approvisionnement d'eau en milieu rural*, ocde.
- [3]. Guerchouh, M. et Si-Mohammed, D., 2020. *Développement durable et gouvernance environnementale : la place de la participation citoyenne*. Revue Algérienne d'Économie et gestion Vol. 14, N° : 02 (2020).
- [4]. Hurard M., (Août 2011). « *La participation citoyenne au développement durable à l'échelle locale en Europe* ». Les cahiers de la solidarité, Think tank européen Pour la Solidarité, www.pourlasolidarite.be
- [5]. Caron, P. (chercheur au CIRAD). (2018), *les ODD : un cadre de transformation et des arbitrages. (videocours)*. Université Virtuelle Environnement et Développement Durable.
- [6]. INS, 2014, Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), résultats globaux, Abidjan, p6.
- [7]. RCI/Groupe Consultif PND 2016-2020, (2016), « *Plaidoyer pour la réalisation des ODD en Côte d'Ivoire* », p. 8-9
- [8]. Dumas André. (1983), *Participation et projets de développement*. In: Tiers-Monde, tome 24, n°95, pp. 513-536; doi : <https://doi.org/10.3406/tiers.1983.4306>
- [9]. RCI, 2014, Loi n° 2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le développement durable
- [10]. Freeman & Reed, (1983), *Stockholders and Stakeholders : A new perspective on corporate governance*. California Management Review, vol. XXV. N°3, spring 1983, p88.
- [11]. BOURQUE, Denis, (2011), « *Droit et principes de développement : Quel lien ?* ». Guide quebécois pour des Agendas locaux / 5e principe de la loi québécoise sur le développement durable.
- [12]. Berthier, N. (2002). *Les techniques de l'enquête, méthode et exercices corrigés*, Paris, A. Colin.
- [13]. Gauthier, B. (1997). *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. (3è édition revue et augmentée). Quebec. Presse de l'Université de Quebec.